



SDU CLIAS 93 - FSU

SECTION DES COMMUNAUX DE MONTREUIL

24 rue de Paris - 93100 Montreuil - ☎ 01 42 87 43 00

☎ 01 49 88 06 17 e-mail : sduclias93@mairie-montreuil93.fr

www.sdu-clias93.org

Expulsions de familles à Montreuil ***Solidarité avec les familles expulsées !*** ***Solidarité avec nos collègues choqués !***

Le mardi 11 octobre 2005, les forces de police ont expulsé, sur ordre de la préfecture, 8 familles (37 personnes dont 12 enfants) qui occupaient un immeuble passage du gazomètre. Cet immeuble, comme beaucoup de bâtiments du bas-montreuil « avait été identifié comme présentant de graves dangers de saturnisme en 1998 », les familles locataires à ce moment là ont été relogées par la ville et une réhabilitation, dans le cadre d'une OPAH avait été prévue.

En 1999, dans le laps de temps nécessaire au montage du dossier de réhabilitation, d'autres familles sont venues habiter l'immeuble, abusés par un intermédiaire, en payant un « droit d'entrée », pratique que nous ne pouvons cautionner.

Depuis, plusieurs propriétaires se sont succédés – Pourquoi la loi autorise t'elle la revente d'un immeuble truffé de plomb, sans que les travaux de réhabilitation soient effectués ?

Le 11 octobre au matin, ne sachant où aller, sans solution durable et collective, les familles expulsées sont venues occuper le centre social Lounès Matoub.

Le soir même, alors qu'aucune solution de relogement durable, n'existait pour l'ensemble des familles, la municipalité de Montreuil a fait expulser par les forces de police le centre Lounès Matoub.

Très brutalement, les forces de police ont fait évacuer le centre et ce faisant, ont saccagé, et elles seules, les lieux, blessant des personnes présentes.

Les familles ont donc occupé le square de la république et depuis bénéficient d'un soutien important (tentes, nourriture, couvertures) d'associations, d'organisations politiques et syndicales, mais surtout de la population du quartier.

Aujourd'hui, lundi 17 octobre, des solutions stables de relogement sont proposées pour 2 familles avec enfants ; pour les 6 autres, des solutions provisoires sont en voie d'aboutir.

Pour notre syndicat, toute proposition permettant d'éviter que des enfants couchent encore dehors dans le froid doit être favorisée.

L'expulsion des familles du passage du gazomètre vient s'ajouter aux nombreuses autres mises en œuvre par Sarkozy qui ne connaît que la politique du Kärcher alors que la situation en matière de logements nécessite la réquisition des logements vides, l'application de la loi SRU dans toutes les communes...

Par ce communiqué, notre syndicat tient aussi à apporter son soutien au personnel communal très choqué, qui tout au long de l'occupation du centre Lounès Matoub est resté solidaire et a été attentif à la sécurité de tous jusqu'à l'intervention de la police.

Le 17 octobre 2005